

Overwegende dat in deze uitzonderlijke omstandigheden en om de staat van de financiën van de provincies en de gemeenten te vrijwaren, de in artikel L 3321-4 van het wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie vastgestelde termijn van 30 juni moet worden uitgesteld tot 30 september 2020;

Dat deze uitzonderlijke maatregel zo nodig en in geval van verlenging of verergering van de hierboven genoemde uitzonderlijke gezondheidsomstandigheden zal worden herzien of verlengd;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheidscrisis Covid-19, dit besluit "van bijzondere machten" niet moet worden onderworpen aan het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State, die de Regering in elk geval heeft verzocht om geen adviesaanvragen dringend in te dienen. Het decreet tot bevestiging van dit besluit zal worden voorgelegd aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** De termijn van 30 juni bedoeld in artikel L 3321-4 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie om het kohier van een belasting 2019 uitvoerbaar te verklaren, wordt tot 30 september 2020 uitgesteld.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag na de dag waarop het ondertekend wordt.

Namen, 8 april 2020.

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,  
P.-Y. DERMAGNE

---

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/20818]

**8 AVRIL 2020. — Arrêté ministériel portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mars 2020 relatif à l'octroi d'indemnités compensatoires dans le cadre des mesures contre le coronavirus COVID-19**

Le Ministre de l'Economie,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, article 10 ;

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes ;

Vu le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1<sup>er</sup>, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mars 2020 relatif à l'octroi d'indemnités compensatoires dans le cadre des mesures contre le coronavirus COVID-19, l'article 4, alinéa 5 ;

Vu le rapport du 18 mars 2020 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2 avril 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 avril 2020 ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> ;

Vu l'urgence ;

Considérant les concertations entre les Gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes, au sein du Conseil national de sécurité qui s'est réuni les 10, 12, 17 et 27 mars 2020 ;

Considérant les arrêtés ministériels des 13, 18 et 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, modifié en ce qui concerne celui du 23 mars 2020 par l'arrêté ministériel du 24 mars 2020 ;

Considérant l'article 191 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises ; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et provisoires ;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité et son risque de mortalité ;

Considérant la qualification par l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;

Considérant que, en date du 16 mars 2020, l'OMS a relevé à son degré maximum le niveau de la menace liée au coronavirus COVID-19 qui déstabilise l'économie mondiale et se propage rapidement à travers le monde ;

Considérant la propagation du coronavirus COVID-19 sur le territoire européen et en Belgique ;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge ;

Considérant qu'il est nécessaire, afin de ralentir et limiter la propagation du virus, d'ordonner immédiatement les mesures préconisées qui s'avèrent indispensables sur le plan de la santé publique ;

Considérant que le danger s'étend au territoire de l'ensemble du pays ; qu'il est dans l'intérêt général qu'il existe une cohérence dans la prise des mesures pour maintenir l'ordre public, afin de maximiser leur efficacité ;

Considérant dès lors que les conséquences directes ou indirectes de la crise nécessitent une gestion au niveau régional ;

Considérant que la crise est de nature à ralentir l'activité économique sur le territoire de la Région wallonne ;

Considérant qu'il convient par conséquent de prendre les mesures nécessaires pour soutenir les entreprises ;

Considérant que l'urgence est justifiée,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté ministériel, l'on entend par :

1° le Règlement de minimis : le Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

2° le décret du 11 mars 2004 : le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises ;

3° le décret du 21 décembre 2016 : le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré ;

4° l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 relatif portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré ;

5° l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mars 2020 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mars 2020 relatif à l'octroi d'indemnités compensatoires dans le cadre des mesures contre le coronavirus COVID-19 ;

6° l'Administration : le Service public de Wallonie Economie, Emploi, Recherche ;

7° la plateforme web : l'application web, visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, du décret du 21 décembre 2016, accessible à l'adresse <https://indemnitecovid.wallonie.be> ;

8° l'entreprise : l'entreprise définie à l'article 1<sup>er</sup>, 3°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mars 2020 ;

9° le Code NACE-BEL : la nomenclature d'activités économiques élaborée par l'Institut national des Statistiques (NACE-BEL 2008) dans un cadre européen harmonisé, imposé par le règlement (CEE) n° 3037/90 du 9 octobre 1990 du Conseil relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne, modifié par le Règlement (CEE) n° 761/93 de la Commission du 24 mars 1993, le Règlement (CE) n° 29/2002 du 19 décembre 2001, le Règlement (CE) n° 1882/2003 du Parlement européen et du Conseil du 29 septembre 2003 et le Règlement (CE) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 ;

10° l'émetteur de chèques correspondant aux indemnités compensatoires : l'émetteur de chèque désigné par le Gouvernement conformément au décret du 21 décembre 2016 et en dérogation à l'article 21, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes.

**Art. 2.** Les indemnités compensatoires octroyées en vertu du présent arrêté le sont conformément au Règlement de minimis.

Elles sont accessibles à l'entreprise qui relève des secteurs ou parties de secteurs visés à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mars 2020.

Conformément à l'article 4, alinéas 1<sup>er</sup> et 5, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mars 2020, les domaines d'activités suivants ne sont pas impactés par les mesures contre le coronavirus COVID-19 et sont exclus du bénéfice de l'indemnité complémentaire par rapport au secteur ou partie de secteur repris aux classes et sous-classes suivantes :

1° 47.111 à 47.115 du Code NACE-BEL ;

2° 47.300 du Code NACE-BEL ;

3° 47.762 du Code NACE-BEL ;

4° 47.781 du Code NACE-BEL ;

5° 47.910 du Code NACE-BEL ;

6° 47.990 du Code NACE-BEL ;

7° 56.290 du Code NACE-BEL ;

8° 96.031 du Code NACE-BEL ;

9° 96.032 du Code NACE-BEL ;

10° 96.091 du Code NACE-BEL ;

11° 96.094 du Code NACE-BEL ;

12° 96.099 du Code NACE-BEL.

Conformément à l'article 4, alinéas 2 et 5, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mars 2020, une indemnité compensatoire de 5.000 euros est octroyée aux entreprises actives dans le secteur ou partie de secteur repris aux classes et sous-classes suivantes, à condition qu'elle atteste sur l'honneur être totalement fermée ou à l'arrêt en conséquence des mesures contre le coronavirus COVID-19 :

1° 47.420 du Code NACE-BEL ;

2° 47.620 du Code NACE-BEL ;

3° 47.782 du Code NACE-BEL ;

4° 49.320 du Code NACE-BEL ;

5° 55.100 du Code NACE-BEL ;

6° 56.102 du Code NACE-BEL ;

7° 56.210 du Code NACE-BEL ;

8° 74.201 du Code NACE-BEL ;

9° 74.209 du Code NACE-BEL ;

10° 95.230 du Code NACE-BEL

11° 96.01 du Code NACE-BEL ;

12° 96.095 du Code NACE-BEL.

Conformément à l'article 4, alinéa 5, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mars 2020, les secteurs d'activité ou parties des secteurs visés aux classes et sous-classes reprises au 56.3 du Code NACE-BEL ne peuvent bénéficier de l'indemnité compensatoire de 5.000 euros visée à l'alinéa 4 s'ils contreviennent de toute manière aux articles 380, 380bis et 380ter du Code pénal.

**Art. 3.** Les dossiers relatifs aux indemnités compensatoires sont traités par tout agent de niveau A, B, C ou D tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant Code de la Fonction publique wallonne, désigné par la directrice générale de l'Administration.

La décision de recevabilité, de paiement, du contrôle et du recouvrement des indemnités compensatoires relève de tout agent de niveau A tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, désigné par la directrice générale de l'Administration.

**Art. 4.** Lors de l'introduction, le dossier contient les informations déterminées par le Ministre sur proposition de l'Administration qui recourt aux sources authentiques afin d'obtenir toutes données nécessaires à l'examen du dossier.

**Art. 5.** L'Administration vérifie la recevabilité de la demande d'indemnité compensatoire.

Lorsque le dossier n'est pas recevable, l'Administration suspend la demande d'indemnité compensatoire et informe l'entreprise qui peut compléter sa demande d'indemnité compensatoire et la soumettre à un nouvel examen de recevabilité.

Si le dossier n'est pas complété et soumis à un nouvel examen de recevabilité dans un délai d'un mois à dater de la date de suspension, la demande d'indemnité compensatoire est définitivement annulée.

**Art. 6.** Si la demande répond aux conditions fixées, l'entreprise est informée électroniquement que l'indemnité compensatoire est accordée.

Le paiement visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, a lieu au plus tard dans les trente jours de la recevabilité du dossier.

**Art. 7.** Conformément au décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, l'Administration peut demander tout document utile prouvant que l'aide est utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

**Art. 8.** Le présent arrêté produit ses effets le 14 mars 2020.

Namur, le 8 avril 2020.

W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/20818]

**8. APRIL 2020 — Ministerieller Erlass zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. März 2020 über die Gewährung von Ausgleichentschädigungen im Rahmen der Maßnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus COVID-19**

Der Minister für Wirtschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- und Mittelbetriebe, Artikel 10;

Aufgrund des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung;

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. März 2020 über die Gewährung von Ausgleichentschädigungen im Rahmen der Maßnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus COVID-19, Artikel 4 Absatz 5;

Aufgrund des Berichts vom 18. März 2020, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 2. April 2020 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 8. April 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 3 § 1 Absatz 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Konzertierungen zwischen den Regierungen der zuständigen föderierten Gebietskörperschaften und Förderalbehörden innerhalb des Nationalen Sicherheitsrats, der sich am 10., 12., 17. und 27. März 2020 versammelt hat;

In Erwägung der Ministeriellen Erlasse vom 13., 18. und 23. März 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19, abgeändert für den Ministeriellen Erlass vom 23. März 2020 durch den Ministeriellen Erlass vom 24. März 2020;

In Erwägung des Artikels 191 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union, in dem das Vorsorgeprinzip bei der Bewältigung einer internationalen Gesundheitskrise und der aktiven Vorbereitung auf die Möglichkeit solcher Krisen verankert ist; in der Erwägung, dass dieses Prinzip voraussetzt, dass es, wenn eine ernste Gefahr mit hoher Wahrscheinlichkeit eintreten wird, den Behörden obliegt, dringende und vorläufige Maßnahmen zu ergreifen;

In Erwägung der Erklärung der Weltgesundheitsorganisation (WHO) zu den Eigenschaften des Coronavirus COVID-19, insbesondere seiner hohen Ansteckungs- und Mortalitätsgefahr;

In der Erwägung, dass die Weltgesundheitsorganisation (WHO) das Coronavirus COVID-19 am 11. März 2020 als Pandemie qualifiziert hat;

In der Erwägung, dass die Weltgesundheitsorganisation (WHO) am 16. März 2020 die Bedrohung durch das Coronavirus COVID-19, das die Weltwirtschaft destabilisiert und sich schnell auf der ganzen Welt ausbreitet, auf die höchste Stufe angehoben hat;

In Erwägung der Verbreitung des Coronavirus COVID-19 auf europäischem Gebiet und in Belgien;

In Erwägung der Dringlichkeit und des Gesundheitsrisikos, das das Coronavirus COVID-19 für die belgische Bevölkerung darstellt;

In der Erwägung, dass es zur Verlangsamung und Begrenzung der Ausbreitung des Virus notwendig ist, unverzüglich die empfohlenen Maßnahmen anzuordnen, die sich unter dem Gesichtspunkt der öffentlichen Gesundheit als unerlässlich erweisen;

In der Erwägung, dass sich die Gefahr auf das gesamte Staatsgebiet erstreckt; dass es im allgemeinen Interesse liegt, dass bei der Ergreifung von Maßnahmen zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung konsequent vorgegangen wird, um deren Wirksamkeit zu maximieren;

In der Erwägung, dass die direkten oder indirekten Folgen der Krise somit ein Management auf regionaler Ebene erfordern;

In der Erwägung, dass die Krise die wirtschaftliche Aktivität auf dem Gebiet der Wallonischen Region verlangsamen könnte;

In der Erwägung, dass folglich die erforderlichen Maßnahmen zu treffen sind, um die Unternehmen zu unterstützen;

In der Erwägung, dass die Dringlichkeit begründet ist,

Beschließt:

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Ministeriellen Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° De-minimis-Verordnung: die Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Behilfen;

2° Dekret vom 11. März 2004: das Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe;

3° Dekret vom 21. Dezember 2016: das Dekret vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

4° Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

5° Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. März 2020: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. März 2020 über die Gewährung von Ausgleichsentschädigungen im Rahmen der Maßnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus COVID-19;

6° Verwaltung: der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung;

7° Internetplattform: die webbasierte Anwendung nach Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 6 des Dekrets vom 21. Dezember 2016, die unter <https://indemnitecovid.wallonie.be> zugänglich ist;

8° Betrieb: der Betrieb im Sinne von Artikel 1 Ziffer 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. März 2020;

9° NACE-BEL-Code: das vom Nationalen Statistischen Institut erarbeitete Verzeichnis (NACE-BEL 2008) in Bezug auf die Systematik der Wirtschaftszweige in einem harmonisierten Europäischen Rahmen, so wie es durch die Verordnung (EWG) Nr. 3037/90 vom 9. Oktober 1990 des Rates bezüglich der statistischen Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft, abgeändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 761/93 der Kommission vom 24. März 1993, die Verordnung (EG) Nr. 29/2002 vom 19. Dezember 2001, die Verordnung (EWG) Nr. 1882/2003 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. September 2003 und die Verordnung (EG) Nr. 1893/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Dezember 2006 aufgelegt;

10° Aussteller von Schecks, die den Ausgleichsentschädigungen entsprechen: der von der Regierung gemäß dem Dekret vom 21. Dezember 2016 und in Abweichung von Artikel 21 § 1 Absatz 2 des vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten bestellte Scheckaussteller.

**Art. 2** - Die aufgrund des vorliegenden Erlasses gewährten Ausgleichsentschädigungen werden in Übereinstimmung mit der De-minimis-Verordnung gewährt.

Sie sind dem Betrieb zugänglich, der zu den Sektoren oder Teilen von Sektoren gehört, die in Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. März 2020 genannt werden.

Gemäß Artikel 4 Absätze 1 und 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. März 2020 sind die folgenden Tätigkeitssektoren von den Maßnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus COVID-19 nicht betroffen und von der Gewährung der zusätzlichen Entschädigung für den Sektor oder Teil eines Sektors, der zu den folgenden Klassen und Unterklassen gehört, ausgeschlossen:

1° 47. 111 bis 47.115 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

2° 47. 300 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

3° 47. 762 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

- 4° 47. 781 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 5° 47. 910 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 6° 47. 990 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 7° 56. 290 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 8° 96. 031 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 9° 96. 032 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 10° 96. 091 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 11° 96. 094 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 12° 96. 099 des NACE-BEL-Verzeichnisses.

Gemäß Artikel 4 Absätze 2 und 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. März 2020 wird Betrieben, die in dem Sektor oder einem Teil des Sektors tätig sind, der zu den folgenden Klassen und Unterklassen gehört, eine Ausgleichsentschädigung von 5.000 Euro gewährt, sofern sie ehrenwörtlich bescheinigen, dass sie vollständig geschlossen sind oder dass die Betriebstätigkeit infolge der Maßnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus COVID-19 eingestellt wurde:

- 1° 47. 420 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 2° 47. 620 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 3° 47. 782 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 4° 49. 320 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 5° 55. 100 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 6° 56. 102 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 7° 56. 210 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 8° 74. 201 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 9° 74. 209 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 10° 95. 230 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 11° 96. 01 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 12° 96. 095 des NACE-BEL-Verzeichnisses.

Gemäß Artikel 4 Absatz 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. März 2020 können die Tätigkeitssektoren oder Teile von Tätigkeitssektoren, die in den in 56.3 des NACE-BEL-Verzeichnisses aufgeführten Klassen und Unterklassen aufgeführt sind, nicht in den Genuss der in Absatz 4 genannten Ausgleichsentschädigung von 5.000 Euro kommen, wenn sie in irgendeiner Weise gegen die Artikel 380, 380bis und 380ter des Strafgesetzbuches verstoßen.

**Art. 3** - Die Akten über Ausgleichsentschädigungen werden von jedem Bediensteten der Stufe A, B, C oder D im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes bearbeitet, der von der Generaldirektorin der Verwaltung bestellt worden ist.

Die Entscheidung über die Zulässigkeit, die Auszahlung, die Kontrolle und die Beitreibung von Ausgleichsentschädigungen unterliegt der Zuständigkeit jedes Bediensteten der Stufe A im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, der von der Generaldirektorin der Verwaltung bestellt worden ist.

**Art. 4** - Zum Zeitpunkt der Einreichung enthält die Akte die vom Minister auf Vorschlag der Verwaltung festgelegten Informationen, wobei diese auf authentische Quellen zurückgreift, um alle für die Prüfung der Akte erforderlichen Angaben zu erhalten.

**Art. 5** - Die Verwaltung prüft die Zulässigkeit des Antrags auf Ausgleichsentschädigung.

Ist die Akte nicht zulässig, so setzt die Verwaltung den Antrag auf Ausgleichsentschädigung aus und informiert den Betrieb, der seinen Antrag auf Ausgleichsentschädigung vervollständigen und zur erneuten Prüfung der Zulässigkeit einreichen kann.

Wenn die Akte innerhalb eines Monats ab dem Datum der Aussetzung nicht ergänzt und einer neuen Zulässigkeitsprüfung unterbreitet wird, wird der Antrag auf Ausgleichsentschädigung endgültig annulliert.

**Art. 6** - Erfüllt der Antrag die festgelegten Bedingungen, wird der Betrieb elektronisch darüber informiert, dass die Ausgleichsentschädigung gewährt wird.

Die Zahlung nach Absatz 1 findet spätestens binnen dreißig Tagen nach der Mitteilung der Zulässigkeit der Akte statt.

**Art. 7** - In Übereinstimmung mit dem Dekret vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten kann die Verwaltung jedes zweckdienliche Dokument zum Nachweis dafür verlangen, dass die Beihilfe zu den Zwecken verwendet wird, für die sie gewährt worden ist.

**Art. 8** - Der vorliegende Erlass wird am 14. März 2020 wirksam.

Namur, den 8. April 2020

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/20818]

**8 APRIL 2020. — Ministerieel besluit houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 20 maart 2020 betreffende de toekenning van compensatievergoedingen in het kader van de maatregelen tegen het coronavirus COVID-19**

De Minister van Economie,

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden;

Gelet op het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1<sup>er</sup>, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 maart 2020 betreffende de toekenning van compensatievergoedingen in het kader van de maatregelen tegen het coronavirus COVID-19, artikel 4, vijfde lid;

Gelet op het rapport van 18 maart 2020, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 2 april 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 8 april 2020;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, lid 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het overleg tussen de Regeringen van de bevoegde gefedereerde entiteiten en de bevoegde federale overheden in de Nationale Veiligheidsraad, die vergaderde op 10, 12, 17 en 27 maart 2020;

Gelet op de ministeriële besluiten van 13, 18 en 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, gewijzigd, wat betreft het ministerieel besluit van 23 maart 2020, bij het ministerieel besluit van 24 maart 2020;

Gelet op artikel 191 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, dat het voorzorgsbeginsel huldigt in het kader van het beheer van een internationale gezondheids crisis en de actieve voorbereiding op de potentialiteit van deze crises; dat dit beginsel inhoudt dat het, wanneer een ernstig risico zich allerwaarschijnlijkst voor kan doen, de publieke overheden toekomt, dringende en voorlopige maatregelen aan te nemen;

Gelet op de verklaring van de WGO in verband met de kenmerken van het coronavirus COVID-19, in het bijzonder de sterke besmettelijkheid en het sterfelijksrisico;

Overwegende dat de WGO op 11 maart 2020 het coronavirus COVID-19 als een pandemie gelabeld heeft;

Overwegende dat de WGO op 16 maart 2020 zijn dreigingsniveau voor het coronavirus COVID-19, die de wereldeconomie destabiliseert en zich snel over de wereld verspreidt, naar de hoogste graad heeft opgetrokken;

Gelet op de verspreiding van het coronavirus COVID-19 op Europees grondgebied en in België;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid en het gezondheidsrisico dat het coronavirus COVID-19 voor de Belgische bevolking inhoudt;

Overwegende dat het, om de verspreiding van het virus te vertragen en te beperken, nodig is onmiddellijk de in overweging genomen maatregelen te bevelen, welke onontbeerlijk blijken op vlak van volksgezondheid;

Overwegende dat het gevaar zich over het grondgebied van alle landen verspreidt; dat het in het algemeen belang is dat er samenhang gegeven wordt aan de getroffen maatregelen om de openbare orde in stand te houden, zodat de doeltreffendheid ervan hoogst mogelijk is;

Overwegende dat de rechtstreekse en onrechtstreekse gevolgen van de crisis een beheer op gewestelijk niveau vereisen;

Overwegende dat de crisis de economische activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest kan vertragen;

Overwegende dat het bijgevolg passend is de nodige maatregelen te nemen om de ondernemingen te ondersteunen;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid verantwoord is,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit ministerieel besluit wordt verstaan onder:

1<sup>o</sup> de de minimis-Verordening: Verordening (EU) nr. 1407/2013 : Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun;

2<sup>o</sup> het decreet van 11 maart 2004: het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen;

3<sup>o</sup> het decreet van 21 december 2016 : het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

4<sup>o</sup> het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 : het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille ;

5° het besluit van de Waalse Regering van 20 maart 2020: het besluit van de Waalse Regering van 20 maart 2020 betreffende de toekenning van compensatievergoedingen in het kader van de maatregelen tegen het coronavirus COVID-19;

6° de Administratie: de "Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche" (de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek);

7° webplatform : de webapplicatie, bedoeld in artikel 1, § 1, lid 1, 6°, van het decreet van 21 december 2016, toegankelijk op het adres <https://indemnitecovid.wallonie.be>;

8° onderneming: de onderneming bepaald in artikel 1, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 20 maart 2020;

9° NACE-BEL-code: de activiteitennomenclatuur uitgewerkt door het Nationaal Instituut voor de Statistiek (NACE-BEL 2008) in ééngemaakt Europees verband, opgelegd bij Verordening (EEG) nr. 3037/90 van 9 oktober 1990 van de Raad betreffende de statistieke nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap, gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 761/93 van de Commissie van 24 maart 1993, bij Verordening (EG) nr. 29/2002 van 19 december 2001, bij Verordening (EG) nr. 1882/2003 van het Europese Parlement en van de Raad van 29 september 2003 en bij Verordening (EG) nr. 1893/2006 van het Europese Parlement en van de Raad van 20 december 2006;

10° uitgever van cheques overeenkomend met de compensatievergoedingen: de uitgever van cheques die door de Waalse Regering is aangewezen overeenkomstig het decreet van 21 december 2016 en in afwijking van artikel 21, § 1, tweede lid, van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursseenheid.

**Art. 2.** De krachtens dit besluit toegekende compensatievergoedingen worden toegekend overeenkomstig de de minimis-Verordening.

Ze zijn toegankelijk voor de onderneming die behoort tot de sectoren of delen van sectoren bedoeld in artikel 4 van het besluit van de Waalse regering van 20 maart 2020.

Overeenkomstig artikel 4, leden 1 en 5, van het besluit van de Waalse Regering van 20 maart 2020 zijn de volgende activiteitendomeinen niet betrokken bij de maatregelen tegen het coronavirus COVID-19 en zijn ze uitgesloten van het voordeel van de aanvullende vergoeding voor de sector of deel van een sector die in de volgende klassen en subklassen is opgenomen:

1° 47.111 tot en met 47.115 van de NACE-BEL-code;

2° 47.300 van de NACE-BEL-code;

3° 47.762 van de NACE-BEL-code;

4° 47.781 van de NACE-BEL-code;

5° 47.910 van de NACE-BEL-code;

6° 47.990 van de NACE-BEL-code;

7° 56.290 van de NACE-BEL-code;

8° 96.031 van de NACE-BEL-code;

9° 96.032 van de NACE-BEL-code;

10° 96.091 van de NACE-BEL-code;

11° 96.094 van de NACE-BEL-code;

12° 96.099 van de NACE-BEL-code;

Overeenkomstig artikel 4, leden 2 en 5, van het besluit van de Waalse Regering van 20 maart 2020 wordt een compensatievergoeding van 5.000 euro toegekend aan ondernemingen die actief zijn in de sector of deel van een sector die is opgenomen in de volgende klassen en subklassen, op voorwaarde dat zij op erewoord verklaren dat zij volledig gesloten zijn of stilgelegd worden als gevolg van de maatregelen tegen het coronavirus COVID-19:

1° 47.420 van de NACE-BEL-code;

2° 47.620 van de NACE-BEL-code;

3° 47.782 van de NACE-BEL-code;

4° 49.320 van de NACE-BEL-code;

5° 55.100 van de NACE-BEL-code;

6° 56.102 van de NACE-BEL-code;

7° 56.210 van de NACE-BEL-code;

8° 74.201 van de NACE-BEL-code;

9° 74.209 van de NACE-BEL-code;

10° 95.230 van de NACE-BEL-code;

11° 96.01 van de NACE-BEL-code;

12° 96.095 van de NACE-BEL-code;

Overeenkomstig artikel 4, lid 5, van het besluit van de Waalse Regering van 20 maart 2020, kunnen de sectoren of delen van sectoren die bedoeld worden in de klassen en subklassen vermeld in 56.3 van de NACE-BEL-code niet in aanmerking komen voor de compensatievergoeding van 5.000 euro vermeld in lid 4, indien zij op enigerlei wijze in overtreding zijn met de artikelen 380, 380bis en 380ter van het Strafwetboek.

**Art. 3.** De dossiers in verband met de compensatievergoedingen worden behandeld door de personeelsleden van niveau A, B, C of D zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, aangewezen door de directrice-generaal van de Administratie.

De beslissing over de ontvankelijkheid, de betaling, de controle en invordering van de compensatievergoedingen wordt genomen door elk personeelslid van niveau A zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, aangewezen door de directrice-generaal van de Administratie.

**Art. 4.** Bij de indiening bevat het dossier de informatie die de Minister op voorstel van de Administratie heeft bepaald, die op haar beurt beroep doet op authentieke bronnen om alle gegevens te verkrijgen die nodig zijn voor het onderzoek van het dossier.

**Art. 5.** De Administratie onderzoekt de ontvankelijkheid van de aanvraag tot compensatievergoeding.

Wanneer het dossier niet ontvankelijk is, schort de Administratie de aanvraag om compensatievergoeding op en stelt zij de onderneming daarvan in kennis, die haar aanvraag om compensatievergoeding kan vervolledigen en een nieuw onderzoek naar de ontvankelijkheid ervan kan instellen.

Als het dossier niet wordt aangevuld en onderworpen aan een nieuw onderzoek van ontvankelijkheid binnen een termijn van één maand te rekenen van de datum van schorsing, dan wordt de aanvraag tot compensatievergoeding definitief vernietigd.

**Art. 6.** Indien de aanvraag aan de gestelde voorwaarden voldoet, wordt de onderneming er elektronisch van in kennis gesteld dat de compensatievergoeding wordt toegekend.

De betaling bedoeld in het eerste lid gebeurt uiterlijk binnen de dertig dagen van de ontvankelijkheid van het dossier.

**Art. 7.** Overeenkomstig het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse overheidsbestuurseenheden, kan de Administratie elk nuttig document opvragen dat bewijst dat de steun gebruikt wordt voor de doeleinden waarvoor hij wordt toegekend.

**Art. 8.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 14 maart 2020.

Namen, 8 april 2020.

W. BORSUS

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2020/20780]

**7 APRIL 2020. — Besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende verlenging van het verbod op bezoeken aan rusthuizen en rust- en verzorgingstehuizen naar aanleiding van de maatregelen om de verspreiding van het coronavirus Covid-19 te beperken**

De Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

Gelet op artikel 166, § 2, van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op artikel 48 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, zoals gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014;

Gelet op artikel 11 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, zoals vervangen door de wet van 7 december 1998;

Gelet op artikel 128 van de provinciewet;

Gelet op het besluit van de Minister-President van 10 maart 2020 houdende het verbod van bijeenkomsten van meer dan 1000 personen, bezoeken aan rusthuizen en rust- en verzorgingstehuizen en schoolreizen naar het buitenland;

Gelet op het ministerieel besluit van 13 maart 2020 houdende de afkondiging van de federale fase betreffende de coördinatie en het beheer van de crisis coronavirus Covid-19;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus Covid-19 te beperken, zoals gewijzigd door het ministerieel besluit van 3 april 2020;

Gelet op de omzetsbrief van 27 maart 2020 opgesteld door Iriscare houdende instructies voor door de GGC erkende en gesubsidieerde rusthuizen en rust- en verzorgingstehuizen;

Gelet op het voorzorgsbeginsel naar aanleiding van een internationale sanitaire crisis;

Gelet op de dringendheid en het gezondheidsrisico ingevolge de verspreiding van het CORONAVIRUS – Covid-19 voor de bevolking op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat het CORONAVIRUS – Covid-19 in december 2019 in de regio Wuhan in China is verschenen;

Overwegende de verspreiding van het coronavirus – Covid-19 op Europese bodem en het feit dat de Wereldgezondheidsorganisatie de toestand benoemd heeft als pandemie, alsook de verhoging van het dreigingsniveau tot het maximaal niveau in verband met Covid-19;

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2020/20780]

**7 AVRIL 2020. — Arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale prolongeant l'interdiction des visites dans les maisons de repos, les maisons de repos et de soins dans le cadre de mesures d'urgence pour limiter la propagation du Coronavirus – Covid-19**

Le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 166, § 2, de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, en son article 48 modifié par la loi du 6 janvier 2014;

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, en son article 11 remplacé par la loi du 7 décembre 1998;

Vu l'article 128 de la loi provinciale;

Vu l'Arrêté du Ministre-Président en date du 10 mars 2020 interdisant les rassemblements de plus de 1000 personnes, les visites dans les maisons de repos, les maisons de repos et de soins et les voyages scolaires à l'étranger;

Vu l'arrêté ministériel du 13 mars 2020 portant déclenchement de la phase fédérale concernant la coordination et la gestion de la crise coronavirus Covid-19;

Vu l'Arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgences pour limiter la propagation du Coronavirus – Covid-19 tel que modifié par l'Arrêté ministériel du 3 avril 2020;

Vu la circulaire du 27 mars 2020 établie par Iriscare portant les consignes aux maisons de repos et maisons de repos et de soins agréées et subventionnées par la COCOM;

Vu le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale;

Vu l'urgence et le risque sanitaire que présente le développement et la propagation du CORONAVIRUS – Covid-19 pour la population sur le territoire de la Région bruxelloise;

Considérant que le CORONAVIRUS – Covid-19 est apparu dans la région de Wuhan en Chine en décembre 2019;

Considérant la propagation du Coronavirus – Covid-19 sur le territoire européen et la qualification par l'OMS de situation de pandémie ainsi que la relève à son degré maximum du niveau de la menace liée au Covid-19;